

CONFERENCE MINISTERIELLE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU
CENTRE SUR LES TRANSPORTS MARITIMES
(CMEOAC)



PROTOCOLE DE OUAGADOUGOU

8ème Session Ordinaire
Ouagadougou, BURKINA FASO
27 - 28 Novembre 1992

Les Parties Contractantes,

Considérant qu'il est souhaitable d'amender, en vue d'en renforcer l'efficacité, la Convention portant Institutionnalisation de la Conférence Ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les Transports Maritimes adoptée à Accra (Ghana) le 26 février 1977 :

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1 : Aux fins du présent Protocole

"Convention" désigne la Convention portant Institutionnalisation de la Conférence Ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les Transports Maritimes.

Article 2 : L'article de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

- "1. L'Assemblée Générale est l'Organe Suprême de la Conférence.
2. l'Assemblée Générale est composée des Ministres chargés des Transports Maritimes des Etats membres.
3. Elle élit, tous les deux ans, un Président parmi ses membres".

Article 3 : L'article 7 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

"L'Assemblée Générale élabore et adopte le Règlement Intérieur de la Conférence".

Article 4 : L'article 8 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

"L'Assemblée Générale se réunit tous les deux ans en Session Ordinaire, sur convocation de son Président.

Des Sessions Extraordinaires peuvent avoir lieu sur l'initiative du Président ou à la demande des 2/3 des Etats membres".

Article 5 : L'article 9 de la Convention est supprimé et remplacé par le texte suivant :

"L'Assemblée Générale définit la politique générale de la Conférence.

Elle examine et approuve le programme d'activités du Secrétariat Général auquel doit être annexé celui de chaque Organe Spécialisé".

Article 6 : L'article 10 de la Convention est supprimé et remplacé comme suit :

"L'Assemblée Générale fixe les cotisations annuelles des Etats membres.

Elle examine et approuve le budget de la Conférence auquel doit être annexé celui de chaque Organe Spécialisé.

L'exercice budgétaire couvre la période séparant deux Sessions Ordinaires, soit deux ans".

Article 7 : L'article 11 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

"Le Secrétariat Général de la Conférence est dirigé par un Secrétaire Général élu par l'Assemblée Générale pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable une fois. Il est doté de services administratifs, financiers et techniques".

Article 8 : Le dernier alinéa de l'article 19 de la Convention est remplacé comme suit :

"L'Assemblée Générale notifie les décisions prises à l'Etat membre concerné, qui devra s'exécuter à la date fixée par l'Assemblée Générale".

Article 9 : L'article 21 de la Convention est remplacé par la disposition suivante :

"La décision de rétablissement de l'Etat en cause dans ses droits est adoptée à la même majorité qu'à l'article 19".

Article 10 : L'article 23 de la Convention (Révision - Amendements) est remplacé comme suit :

1. La présente Convention peut être amendée sur la proposition d'un Etat contractant.
2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers (2/3) des Etats membres et sont soumis à leur signature.

3. Les amendements entre en vigueur trois (3) mois après leur signature par six (6) Etats ayant ratifié ou adhéré à la Convention.

Article 11 :

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats qui ont ratifié la Convention ou qui y ont adhéré ainsi qu'à tout Etat représenté au niveau Ministériel à la 8ème Assemblée Générale Ordinaire de la Conférence.
2. Les Etats membres de la Conférence non représentés à la 8ème Assemblée Générale Ordinaire peuvent signer le présent Protocole.
3. Le présent Protocole reste ouvert à la signature auprès du Gouvernement Ghanéen, dépositaire de la Convention.

Article 12 :

1. La signature du présent Protocole vaut ratification ou adhésion pour les Parties Contractantes à la Convention.
2. La signature du présent Protocole vaut adhésion à la Convention et au Protocole pour les Etats non Parties à la Convention.

Article 13 :

Le présent Protocole entre en vigueur trois (3) mois après sa signature par six (6) Etats ayant préalablement déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion à la Convention.

Article 14 :

Le présent Protocole est déposé auprès du Gouvernement Ghanéen qui :

- a) transmettra une copie certifiée conforme à tous les Etats membres de la Conférence conformément à l'article 24 de la Convention ;

- b) enregistrera ledit Protocole conformément à l'article 25 de la Convention ;
- c) informera tous les Etats signataires :
 - (i) de toute signature nouvelle ainsi que de la date à laquelle cette signature est intervenue ;
 - (ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment mandatés, ont apposé leur signature au bas du présent Protocole établi en un seul original, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

Fait à Ouagadougou, le 28 novembre 1992

MINISTERIAL CONFERENCE OF WEST
AND CENTRAL AFRICAN STATES
ON MARITIME TRANSPORT
(MINCONMAR)



OUAGADOUGOU PROTOCOL

8th Ordinary Session
Ouagadougou, BURKINA FASO
27 - 28 November, 1992

The Contracting Parties

Considering that it is desirable to amend, the Convention Institutionalizing the Ministerial Conference of West and Central African States on Maritime Transport adopted in Accra (Ghana) on 26 February, 1977 to ensure greater efficiency

Have agreed as follows:

Article 1 : For the purposes of this Protocol

«Convention» shall mean the Convention institutionalizing the Ministerial Conference of West and Central African States on Maritime Transport.

Article 2 : Article 6 of the Convention has been deleted and replaced by the following provision:

- «1. The General Assembly shall constitute the Supreme body of the Conference
2. The General Assembly shall be composed of Ministers in charge of Maritime Transport in member States.
3. It shall elect a Chairman from among its members every two years.»

Article 3 : Article 7 on the Convention has been deleted and replaced by the following provision :

«The General Assembly shall draw up and adopt the Rules of Procedure of the Conference».

Article 4 : Article 8 of the Convention has been deleted and replaced by the following provision:

«The General Assembly shall hold an Ordinary Session every two years on the invitation of its Chairman.

Extraordinary Sessions may be held on the initiative of the Chairman or at the request of two-thirds of the members»

Article 5 : Article 9 of the Convention has been deleted and replaced by the following text:

«The General Assembly shall define the general policy of the Conference.

It shall study and approve the work programme of the Permanent Secretariat to which shall be appended that of each Specialized Organ».

Article 6 : Article 10 of the Convention has been deleted and replaced as follows:

«The General Assembly shall fix the annual contributions of member States.

It shall study and approve the budget of the Conference to which shall be appended that of each Specialized Organ.

The financial year shall cover the two periods separating two Ordinary Sessions».

Article 7 : Article 11 of the Convention has been deleted and replaced by the following provision:

«The Permanent Secretariat of the Conference shall be headed by a Secretary General elected by the General Assembly for a four-year mandate renewable once. It shall have administrative, financial and technical services».

Article 8 : The last paragraph of Article 19 of the Convention has been replaced as follows:

«The General Assembly shall notify the member State concerned of the decisions taken against it: such member state shall have to meet these obligations as of the date fixed by the General Assembly».

Article 9 : Article 21 of the Convention has been replaced by the following provision:

«The same majority as in Article 19 above shall be required to reconstitute the rights of the member State concerned».

Article 10 : Article 23 of the Convention (Revision-Amendments) has been replaced as follows:

1. The present Convention may be amended on the proposal of a contracting State;
2. The amendments shall be adopted by a two-thirds majority of the member States and shall be submitted for their signature;

3. The amendments shall enter into force three (3) months from the date of its signature by six (6) States having already deposited their instruments of ratification or adhesion to the Convention.

Article 11 :

1. The present Protocol shall be open for signature by the States which have ratified the Convention or which have adhered to it as well as any State represented at the Ministerial level at the 8th Ordinary General Assembly of the Conference.
2. Member States of the Conference not represented at the 8th Ordinary General Assembly may sign the present Protocol.
3. The present Protocol has been entrusted to the Ghana Government, as the depository, for signature by member States.

Article 12 :

1. The signing of the present Protocol by Contracting Parties to the Convention shall stand for ratification or adhesion.
2. The signing of the present Protocol by States which are not Parties to the Convention shall stand for adhesion to the Convention and to the Protocol.

Article 13 :

The present Protocol shall enter into force three (3) months from the date of its signature by six (6) States having already deposited their instruments of ratification or adhesion to the Convention.

Article 14 :

The present Protocol shall be deposited with the Ghana Government which:

- a) shall transmit a true certified copy to all Member States of the Conference in accordance with Article 24 of the Convention;

- b) shall register the said Protocol in accordance with Article 25 of the Convention;
- c) shall inform all the signatory States:
 - (i) of any new signature as well as of the date of this signature;
 - (ii) of the date the present Protocol shall enter into force.

In witness whereof, the undersigned, duly mandated, have appended their signature at the bottom of this Protocol established in one original in English and in French, the two texts being equally authentic.

Done in Ouagadougou, on 28 November, 1992